



FSU - 95

**CTSD du 7 novembre 2019**  
**« Bilan de rentrée 1et et 2d degré »**  
**Déclaration liminaire FSU95**



Monsieur le directeur académique, mesdames, messieurs,

Cette rentrée scolaire a vu le président de la République et le gouvernement accélérer leur funeste projet de casse de notre modèle social et démocratique, le tout sur fond d'autoritarisme débridé. Les attaques contre les migrants, la volonté d'instaurer un délai de 3 mois avant de pouvoir accéder à des soins en arrivant en France est humainement choquante et sanitaire aberrante : pourquoi laisser des maladies s'aggraver et se propager ?

Cela rappelle des heures sombres de notre histoire !

En 1897, en pleine affaire Dreyfus, l'historien Anatole Leroy-Beaulieu écrit que « l'assimilation, qui était en train de s'opérer petit à petit, s'est trouvée arrêtée par ceux-là mêmes qui reprochaient aux juifs de ne pas s'assimiler ». Les diatribes de Zemmour contre « une armée d'occupation », contre la « domination en France du pouvoir islamique et du halal », l'« alliance de la kalach et de la djellaba », tout comme l'attitude inqualifiable d'un élu du Rassemblement national - ex-Front national - vis-à-vis d'une femme voilée accompagnant une sortie scolaire contribuent au même résultat. Mais lorsque cette xénophobie est instrumentalisée par le ministre de l'Éducation nationale afin de détourner l'attention de l'opinion publique de la casse du système solidaire des retraites ou de l'accroissement des inégalités les choses sont encore plus inquiétantes. Un ministre et le gouvernement ne devraient pas suivre la politique du bouc émissaire, mais au contraire chercher à rassembler les personnes autour d'un pacte émancipateur basé sur le vivre ensemble !

Mais cela est très éloigné de l'idéologie néolibérale fondée sur le principe d'un marché organisant la confrontation permanente des individus entre eux ! Et malheur aux plus faibles ! Comment comprendre autrement la réforme de l'assurance chômage qui vient de se mettre en place ?

Cette rentrée scolaire est plus catastrophique encore que les précédentes.

Les suicides, les agressions se multiplient tant au niveau national que départemental. La souffrance, la colère et même parfois la peur sont de mise chez beaucoup de nos collègues.

Tous les personnels sont concernés, enseignants, gestionnaires et autres personnels administratifs, AED, personnels de santé, de service social et d'orientation, personnels de direction, premier degré, second

degré ... La souffrance est généralisée. Nous ne ferons pas ici une liste exhaustive des événements de ces derniers jours, y compris d'aujourd'hui.

La souffrance des personnels doit être entendue ! C'est ce que la FSU a défendu hier lors du CHSCT ministériel et du rassemblement qu'elle a organisé à Paris.

Nous nous attacherons plutôt à mettre en évidence un certain nombre de causes. Trente-six ans de politiques libérales ont une forte responsabilité. Les réformes Blanquer - et son attitude - jouent également un grand rôle en ayant fortement complexifié l'organisation de cette rentrée.

Les personnels se sentent méprisés par le président qui lors de sa parade à Rodez affirme sa volonté de ne pas revaloriser nos rémunérations. Rappelons que les 10 milliards d'€ dont a parlé le président correspondent à ce que le gouvernement a offert aux banques à travers le CICE, celles-ci ayant depuis supprimés 8000 emplois.

Jeudi 3 octobre, jours des obsèques de notre collègue Christine Renon, le ministre Blanquer, pour une fois présent au CTM n'a pas fait preuve de beaucoup d'émotion et les chantres de la majorité présidentielle ont cherché à instrumentaliser la situation en remettant sur le tapis le statut des directeurs ! Nous vous rappelons que c'est, entre autres, ce statut qui a mis le feu aux poudres au printemps dernier dans le premier degré ! Ce statut, les personnels n'en veulent pas. Il est indécent que des personnalités comme, par exemple, la députée du Val-d'Oise Cécile Rilhac, ancienne enseignante, ancienne personnelle de direction, communique sur ce point.

Les annonces sur l'éducation prioritaire sont inquiétantes. Le rapport Mathiot/Azema est une nouvelle attaque politique contre les élèves des quartiers populaires et leurs enseignant.es ! La carte des REP+ serait maintenue mais la 3ème partie de la prime serait liée à la participation aux formations hors temps scolaire. Les REP seraient supprimés, les primes également pour aller vers une « priorisation académique ».

Le premier degré est marqué par l'insuffisance de moyens : Dans le Val d'Oise, 254 postes ont été alloués au département à cette rentrée. Ceux-ci ont en grande partie servi à répondre à la croissance démographique (+1170 élèves à cette rentrée, soit presque 200 élèves de plus que dans les prévisions) et au dédoublement des CP et CE1 en REP et REP+. Force est de constater que cette dotation était bien insuffisante au regard des besoins de notre département puisqu'il a fallu fermer 64 postes de remplaçants pour pouvoir ouvrir les classes !

Comme nous l'avons déjà exprimé, les collègues nous disent à quel point les conditions d'exercice et d'apprentissage continuent de se dégrader. Les effectifs dans les classes, hors CP et CE1 12 ne baissent pas, que ce soit en maternelle ou en élémentaire. La disparition des « plus de maîtres », les Réseaux d'aide incomplets, l'inclusion sans les moyens nécessaires, le manque de formation et de remplaçant.es, le manque de temps et d'aide administrative pour les directrices et directeurs d'école sont autant de difficultés auxquelles nous devons faire face chaque jour. La violence institutionnelle, celle des enfants,

des familles (qui subissent aussi la violence économique et sociale) sont également mises en avant quasi quotidiennement et ont des incidences évidentes sur la santé des enseignant.es.

Il faut que le Ministre Jean Michel Blanquer prenne la mesure de ce qui s'exprime. Il doit répondre aux revendications des personnels sur leurs conditions de travail et sur la nécessaire revalorisation de nos professions, revendications auxquelles le Ministre ne répond pas ou par des provocations.

S'ajoute à cela le projet de budget qui n'augure aucune amélioration ! Le ministre continue d'afficher sa priorité pour le primaire pourtant il n'annonce que 440 postes dédiés au 1<sup>er</sup> degré pour la prochaine rentrée scolaire, à moyens constants puisque à nouveau pris sur le second degré ! Le dédoublement des classes de grande section ne semble plus être à l'ordre du jour sous la pression des communes. Mais même la limitation à 24 élèves risque d'être difficile à mettre en œuvre dans notre département quand on constate que la hausse démographique se poursuit avec une prévision de 1577 élèves supplémentaires attendus dans nos classes à la prochaine rentrée !

En lycée l'épuisement des collègues est inédit en cette saison. En plus de nouveaux programmes largement refusés par les enseignants, les familles, les élèves (cf. vote en CSE) et de l'absence de manuels dans beaucoup d'établissements, nous subissons déjà des pressions d'élèves à chaque évaluation ! La prise en compte du contrôle continu les stresse énormément, ils se plaignent de leurs notes nous reprochant de vouloir les empêcher de réussir. Des parents nous alertent sur le fait que dès le mois d'octobre des élèves de première ont commencé à avoir des problèmes d'insomnie et de perte de confiance du fait de la pression inhérente au lycée voulu par le ministre Blanquer !

Concernant les données présentées par les documents de ce CTSD, nous pouvons voir qu'il y a de constat de rentrée 2018 à constat de rentrée 2019 2805 élèves de plus malgré une baisse de 108 élèves en post bac. Soit 2913 élèves de plus hors post bac. Et encore des élèves semblent toujours chercher des places de redoublement en terminale ! Nous manquons cruellement de moyens pour accueillir tous ces élèves ! Or la croissance démographique va se poursuivre ! Le Val-d'Oise doit immédiatement disposer de plus de moyens !

Durant l'été, des établissements se sont vu devoir fermer des classes ! Cela entraîne des difficultés internes fortes et nécessite de revoir les répartitions de services au détriment des vœux des collègues qui le vivent comme une attaque supplémentaire contre leurs conditions de travail ! La gestion à flux tendue que nous connaissons est mortifère ! Comment expliquer la baisse inattendue du nombre d'élèves de secondes au lycée Camille Claudel sinon par la volonté d'empêcher les élèves du "hors secteur" de venir y suivre des options artistiques en 2<sup>de</sup> ? Du coup, ce sont des enseignements de spécialités de première et bientôt de terminale qui sont menacés ! La réforme du lycée menace bien les enseignements artistiques !!! En première, de nombreux enseignants notamment de mathématiques viennent juste de commencer les programmes : ils ont du commencer l'année en rattrapant les éléments de programmes nécessaires et non étudiés en 2<sup>de</sup> l'an passé, anciens programmes obligent ! Comment maintenir les E3C dans ces conditions ?

Le ministre doit nous écouter, il porte la pleine responsabilité de l'ambiance délétère dans les écoles et les EPLE, comment demander à des élèves, à des parents de nous respecter quand le ministre montre autant le mépris qu'il a pour eux et pour nous !

La FSU appelle les personnels à se mobiliser contre les réformes délétères de ce gouvernement et prend toute sa place dans les luttes sociales, notamment le 5 décembre pour empêcher la casse du système solidaire de retraite.

La FSU-95 remercie nos collègues de la DSDEN qui sont présents dans cette instance. La qualité de leur travail permet de limiter les effets néfastes des réformes.

Monsieur le directeur académique, mesdames, messieurs, je vous remercie de votre attention.